

A S S E M B L É E N A T I O N A L E

X V ^e L É G I S L A T U R E

Compte rendu

Commission des affaires étrangères

– Audition, ouverte à la presse, de M. Georges Malbrunot,
journaliste au Figaro spécialiste du Moyen-Orient, sur
« L'Arabie saoudite et son environnement régional »

Mardi

11 décembre 2018

Séance de 17 heures

Compte rendu n° 026

SESSION ORDINAIRE DE 2018-2019

**Présidence
de Mme Marielle de
Sarnez,**
Présidente



Audition, ouverte à la presse, de M. Georges Malbrunot, journaliste au Figaro spécialiste du Moyen-Orient, sur « L'Arabie saoudite et son environnement régional ».

La séance est ouverte à dix-sept heures cinq.

Mme la présidente Marielle de Sarnez. En préambule, je voudrais dire que je suis extrêmement heureuse d'avoir parmi nous Georges Malbrunot, que j'ai fait venir en d'autres temps et d'autres lieux à d'autres conférences. C'est toujours absolument formidable de vous avoir, monsieur Malbrunot, car vous avez une vraie connaissance de l'Arabie Saoudite et, plus largement, du Moyen-Orient.

À l'évidence, on assiste à une lutte pour le leadership régional entre Ryad et Téhéran, sur fond de concurrence idéologique et de dissensions religieuses entre sunnites et chiites, qui n'a cessé de se renforcer au cours des dernières années. Cette opposition continue à alimenter de nombreux foyers de tension à Bahreïn, au Liban – pays qui n'a toujours pas de gouvernement –, en Syrie et au Yémen depuis 2015 et l'intervention militaire de la coalition arabo-sunnite visant à lutter contre la rébellion houthiste. Il faut ajouter à cela l'actuelle crise avec le Qatar, qui participe de cette même crainte d'un « encerclement iranien », l'Arabie Saoudite accusant notamment Doha de participer à diverses entreprises de déstabilisation aux côtés de l'Iran. En sens inverse, on peut déchiffrer une entente de circonstance entre l'Arabie Saoudite et Israël avec, pour dénominateur commun, la lutte contre l'influence régionale de l'Iran.

L'accession de Donald Trump à la Maison Blanche a eu pour effet de redistribuer certaines cartes. La commune défiance de Ryad et de Washington à l'égard de Téhéran ne semble pas indiquer une volonté de réengagement des États-Unis dans la région. Nous sommes toujours en attente d'un hypothétique projet de paix américain au Proche-Orient, à un moment où nous observons une recrudescence des tensions à la frontière entre Israël et le Liban avec la découverte, aujourd'hui, d'un troisième tunnel. Rappelons qu'il y a eu aussi, en arrière-plan, ce que l'on a appelé l'affaire Khashoggi, qui a porté atteinte à la crédibilité de l'Arabie Saoudite vis-à-vis des capitales occidentales.

Vous avez la parole, monsieur Malbrunot, pour nous donner votre analyse de l'ensemble de ces évolutions.

M. Georges Malbrunot, journaliste au Figaro, spécialiste du Moyen-Orient. Merci, madame la présidente. Je suis honoré de m'exprimer devant les parlementaires.

Je vais commencer par l'Arabie Saoudite qui, hélas, a occupé une bonne partie de l'actualité depuis le 2 octobre avec cette calamiteuse affaire Jamal Khashoggi. Je n'aime pas me prononcer avec certitude car, au Moyen-Orient, on est souvent démenti par les faits. Cela étant dit, je pense que le prince héritier Mohammed ben Salman (« MBS ») va rester au pouvoir, même si la CIA l'accuse d'être derrière cet assassinat, mais il va devoir affronter de nombreux défis. Il va rester au pouvoir parce que c'est le souhait de son père. Le roi Salman a d'ailleurs emmené son fils en province pour rencontrer des tribus et renouer avec le terreau traditionnel du pays. C'est son fils préféré, celui qu'il pense être le seul capable de mettre l'Arabie Saoudite sur les rails d'une certaine modernité.

Fort du soutien de son père, « MBS » ne sera pas écarté du pouvoir. Il le sera d'autant moins que Donald Trump, son deuxième soutien, n'a pas haussé le ton d'une manière

extrêmement franche alors même que la CIA est convaincue que cet assassinat n'a pu être exécuté sans qu'il l'ait ordonné. Quand on connaît un peu le régime saoudien – et d'autres régimes de la région – cela coule de source. J'ai été interdit de séjour en Arabie Saoudite pendant six ans, entre 2010 et 2016, après avoir écrit des choses qui avaient déplu au royaume. J'avais été mis sur la liste noire du ministère de l'intérieur où sont répertoriées les personnes accusées de choses extrêmement graves comme d'avoir porté atteinte à la sécurité de l'État ou d'avoir fait du trafic de drogue. Pour me faire enlever de cette liste, il a fallu l'intervention de l'ambassadeur d'Arabie Saoudite à Paris auprès du prince Mohammed ben Nayef, qui était à l'époque le prince héritier, le ministre de l'intérieur en charge de la lutte antiterroriste et le « chouchou » de la CIA. S'il faut en référer au prince héritier pour un journaliste lambda, on peut imaginer que son aval est nécessaire pour une opération de la nature de celle qui a conduit à l'assassinat de Jamal Khashoggi.

« MBS » restera au pouvoir tant que son père sera là. Que se passera-t-il si le roi Salman, qui est âgé de quatre-vingt-deux ans et dont la santé est fragile, meurt dans l'année à venir ? « MBS » aura probablement du souci à se faire car il s'est fait beaucoup d'ennemis au sein de la famille régnante. Il a mis en prison de nombreux princes de premier rang, notamment le prince Mohammed ben Nayef, l'homme de l'antiterrorisme en qui les Américains avaient toute confiance, celui qui a sauvé la famille régnante dans les années 2004-2005 lorsque al-Qaïda commettaient des attentats en Arabie Saoudite. MBS l'a humilié et l'a assigné à résidence chez lui, de même que le prince al-Walid ben Talal et le prince Metab ben Abdallah, fils de l'ancien roi. Mohammed ben Nayef ne peut pas quitter le territoire et, à l'intérieur du royaume, il est accompagné quand il veut se rendre à Djeddah ou ailleurs.

Même s'il y a beaucoup de ressentiment accumulé au sein de la famille à l'égard de « MBS », il est extrêmement difficile de rogner les ailes de ce jeune prince manifestement un peu impulsif : grâce à l'appui de son père, il a réussi à arracher tous les pouvoirs et il maîtrise en particulier l'appareil sécuritaire. C'est l'une des principales ruptures avec l'Arabie d'antan où était maintenu un équilibre entre les princes : le ministère de l'intérieur était entre les mains du clan Nayef ; la défense était confiée au clan Sultan avec lequel le ministère de la défense français a beaucoup travaillé pendant trente-cinq ou quarante ans ; le roi Abdallah avait sa garde nationale, une sorte d'armée bédouine. « MBS » a rompu l'équilibre qui existait entre les différents clans de la famille régnante pour mettre en place un système autoritaire à une seule ligne formée par son père et lui – dont il a restreint l'accès aux autres membres de la famille. En dessous, on trouve des individus dont certains étaient présents dans le commando qui est allé assassiner Jamal Khashoggi, notamment Saoud al-Qahtani qui est un peu l'éminence grise de « MBS » et le général Ahmed al-Assiri qui a fait Saint-Cyr et qui est le chef adjoint du renseignement saoudien.

Si le roi Salman venait à mourir assez rapidement, toutes ces haines – qui sont loin d'être apaisées – ressurgiraient. On pourrait alors assister à un nouveau changement dans la règle de succession d'autant plus que dans la foulée de cette affaire Khashoggi, qui a secoué la famille régnante, le demi-frère du roi, le prince Ahmed ben Abdelaziz, est rentré au royaume. Plus jeune que le roi Salman, Ahmed ben Abdelaziz a longtemps été vice-ministre de l'intérieur. Le roi pense probablement que s'il venait à mourir assez rapidement, il y aurait besoin de quelqu'un comme Ahmed ben Abdelaziz pour essayer d'équilibrer les différents clans de la famille régnante. En revanche, si le roi Salman ne meurt pas avant cinq ou six ans, « MBS » aura le temps d'asseoir son autorité s'il parvient à sortir de ce mauvais pas, ce qu'il s'efforce de faire : on l'a vu au G20 ; il a fait une tournée en passant par l'Algérie, un pays qui n'a pas forcément beaucoup de sympathie à l'égard de l'Arabie Saoudite.

Dans cette perspective, quelles relations noueront la France et les États-Unis avec « MBS » ? Aux États-Unis, la couverture médiatique de l'affaire Khashoggi a été intense et, tous les jours, il y avait au moins cinq ou six papiers au vitriol contre le jeune prince. Se pose la question des relations que l'on peut avoir avec un jeune homme qui, à trente-deux ans et avant même d'être roi, a accumulé un passif en un an et demi : il a kidnappé Saad Hariri, le Premier ministre d'un pays souverain ; il a lancé une guerre extrêmement risquée au Yémen ; il a embastillé la plupart des princes saoudiens au Ritz-Carlton de Riyad ; il a probablement cautionné l'opération Khashoggi. Quelles relations peut-on avoir avec ce personnage s'il devient roi ?

Il faut souligner que l'Arabie Saoudite n'est pas seule dans cette affaire. On assiste à l'émergence d'une nouvelle génération de dirigeants dans le Golfe. « MBS » entretient des relations d'amitié avec Mohammed ben Zayed (« MBZ »), l'homme fort des Émirats arabes unis, qui est un peu plus âgé que lui, et il est assez proche du roi de Bahreïn et de son fils. Au cours des différentes crises qui ont marqué la péninsule arabique depuis deux ou trois ans, nous avons découvert de nouvelles méthodes, de nouveaux *modus operandi*. Dans le passé, il y a eu des tensions entre l'Arabie Saoudite et le Qatar et, en 1993, les troupes saoudiennes sont allées près de la frontière qatarienne. À la fin, il y avait une conscience que tout cela devait se régler un peu à la manière bédouine, notamment au sein du Conseil de coopération du Golfe. On se réunissait sous la tente, à l'abri des regards indiscrets et on réglait les problèmes.

Les méthodes actuelles relèvent davantage d'opérations commando ou de services privés. Avec le piratage de l'agence nationale de presse du Qatar, la Qatar News Agency (QNA) – une affaire qui est à l'origine d'une crise entre ce pays et ses voisins – et le kidnapping de Saad Hariri, on est passé à une autre façon d'agir qui doit nous questionner. D'ailleurs, ce n'est pas tout à fait un hasard si l'on retrouve à Abou Dhabi le siège d'une société de sécurité privée dont vous avez beaucoup entendu parler : Blackwater, qui intervenait en Irak de 2003 à 2006 et qui est devenue Xe Services puis Academi. Ce sont des agents de cette société privée qui ont assuré la sécurité autour du Ritz-Carlton l'an dernier lorsque certains princes y ont été embastillés et probablement passés à tabac par ces gens-là. Ces nouvelles méthodes me semblent quand même *borderline*.

Pourquoi observons-nous le recours à ce type d'actions ? « MBS » et « MBZ » ont le sentiment qu'ils sont soutenus par Donald Trump et son gendre, Jared Kushner. Ce dernier entretient avec « MBS » des relations extrêmement anciennes, poussées, discrètes et efficaces. « MBS » et « MBZ » pensent qu'ils ont une couverture pour agir de manière discrétionnaire. Nous voyons d'ailleurs que dans l'affaire Khashoggi, Jared Kushner continue à envoyer des messages à MBS, contre l'avis du Conseil de sécurité nationale – *National Security Council* (NCS). *Business as usual...*

Nous sommes concernés à un autre titre : les Émirats arabes unis, l'Arabie Saoudite et Bahreïn peuvent réagir en bloc en cas de problème entre l'un de ces États et une puissance étrangère. Cet été, le Canada a eu un différend avec l'Arabie Saoudite qui s'est étendu aux Émirats arabes unis. Le ministère des affaires étrangères canadien avait publié un communiqué dénonçant les atteintes aux droits de l'homme en Arabie Saoudite. L'arrêt des négociations commerciales et la menace de sanctions émanaient de l'Arabie Saoudite mais étaient aussi appliqués par les autres pays. Citons un autre exemple qui nous concerne plus directement : dans quelques *tweets*, notre ambassadrice à Bahreïn, Cécile Longé, a dénoncé la manière dont les autorités bahreïniennes traitaient un opposant. Bahreïn est monté au créneau ; il a envoyé un émissaire au Quai d'Orsay ; il a annulé une visite que le roi devait

faire à Paris. Aujourd'hui, l'un des principaux journaux du pays administre une leçon à la France et dénonce la manière dont sont traités les gilets jaunes. Ces pays acquièrent une force de frappe par rapport à ceux qui seraient tentés de les critiquer, ce qui n'est pas sans conséquence sur notre façon d'interagir.

Forte de l'appui de Donald Trump, l'Arabie Saoudite veut aller vite et pousser ses pions contre l'Iran, le grand rival. L'Iran est aussi l'obsession d'Abou Dhabi, mais beaucoup moins de Dubaï où j'étais il y a quinze jours. Dubaï était jadis une sorte de Hong Kong de l'Iran et les deux pays entretenaient des liens commerciaux importants.

Les sanctions vont-elles produire une révolte de la population iranienne contre le régime comme les Américains le souhaitent ? Les Américains ont d'ailleurs la même philosophie à l'égard de l'allié iranien au Liban, le Hezbollah. L'idée est de frapper les responsables politiques du Hezbollah mais aussi d'assécher le terreau des organisations caritatives, d'empêcher un député du Hezbollah d'avoir un compte en banque, etc. Les pressions exercées sur l'Iran sont extrêmement fortes et elles asphyxient l'économie iranienne. Je vais depuis une vingtaine d'années en Iran et je n'ai jamais vu le pays dans l'état où je l'ai trouvé en juillet dernier, lors de mon dernier séjour. Les commerçants et les hommes d'affaires sont asphyxiés ; ils ne peuvent plus importer de marchandises parce que l'accès aux banques étrangères leur est fermé, y compris dans des pays comme la Géorgie et d'autres qui, jusqu'à récemment, était plutôt complaisants à leur égard. L'équipe du président Rohani a mal géré cette période, se montrant notamment incapable de juguler la chute du rial. Les Iraniens manifestent parfois dans la rue et ils ont de bonnes raisons de le faire.

Les Américains veulent encore renforcer les sanctions contre l'Iran. Début novembre, ils ont publié une liste de 700 sociétés ou personnes qui sont accusées d'avoir contourné l'embargo et sont sanctionnées. En juillet, j'ai passé une dizaine de jours dans ce pays où la parole est relativement ouverte, ce qui marque une différence par rapport aux monarchies du Golfe. J'ai été frappé par le fait qu'il n'y avait pas de sursaut nationaliste face à ces menaces de la part d'un homme, Donald Trump, qui a décrié l'Iran, qui a mis les Iraniens sur liste noire et leur interdit l'entrée aux États-Unis. Lorsque je les interrogeais dans la rue, les Iraniens me répondaient qu'au moins Trump mène une politique pour son électorat, alors que les dirigeants iraniens ne songent qu'à eux-mêmes et à se maintenir au pouvoir.

Leur jugement est assez sévère à l'égard du régime iranien qui est un peu usé. En 2015, l'accord sur le nucléaire devait lui permettre de regagner du crédit en interne avec Rohani, ce qui a été fait. Il devait aussi et surtout lui permettre de regagner du crédit sur le plan économique et en termes de pouvoir d'achat, ce qui n'a pas été fait. Par conséquent, les Iraniens sont déçus. En outre, le régime est essoufflé sur le plan idéologique : il y a une chape de plomb et les événements de 2009 restent dans les mémoires. Le régime n'a probablement guère plus de 30 % de partisans : c'est le taux que l'on obtient en additionnant les scores des différents candidats issus du système lors du premier tour des élections présidentielles.

La population est sceptique mais elle est aussi réaliste. Elle sait que si elle passe de l'insatisfaction à l'action militante ou revendicative, elle se retrouvera face à des forces de l'ordre qui n'hésiteront pas à réprimer, comme elles l'ont fait en 2009 et 2010. Elle y regarde donc à deux fois. Elle sait aussi qu'il n'y a pas d'alternative. Les Moudjahidine du peuple, dont le siège se situe en banlieue parisienne, ne représentent pas grand monde en Iran et ne sont pas crédibles. Le fils du shah est tout à fait sympathique. Comme en Irak en 2003, il y a en Iran une espèce de nostalgie de la monarchie parce que c'était un temps où les femmes étaient en minijupe, etc. Mais ce mouvement ne va pas très loin et ne représente pas une

menace pour le régime. Sachant tout cela et voyant l'environnement régional, les Iraniens sont dans une posture attentiste. Les pressions américaines pourront donc difficilement pousser le peuple à se soulever contre le régime : un tel mouvement serait une impasse et la population en serait la première victime.

Le régime n'est pas menacé à court terme. Grâce aux exemptions accordées par Donald Trump, l'Iran peut encore exporter encore un peu de pétrole – moins qu'avant – et il dispose de réserves assez importantes. En revanche, le régime sera confronté à de grands défis à moyen terme s'il n'arrive pas à rebondir.

Grâce à l'intervention syrienne, l'Iran a renforcé ses positions en Irak et en Syrie. Son allié, le Hezbollah, est en mesure aujourd'hui d'imposer sa loi au Liban – il pose des conditions draconiennes à Saad Hariri pour la composition du prochain gouvernement, et souhaite convertir, avec le temps, sa victoire militaire en Syrie en victoire politique. Vous avez fait allusion au conflit entre chiites et sunnites : rappelons que ces derniers ont subi revers sur revers depuis 2003 et la perte de Bagdad, l'un des phares du monde sunnite ; aujourd'hui, Bachar al-Assad va peut-être sauver sa peau alors que les pays du Golfe espéraient en 2011 en finir une fois pour toutes avec le seul régime arabe qui soit allié à l'Iran, cela se passe très mal pour la coalition saoudo-émirienne au Yémen et la diplomatie égyptienne n'est plus ce qu'elle était. Le monde sunnite souffre d'une crise de représentation et de leadership.

Pour affronter cet Iran considéré comme dangereux, Mohammed ben Salman a souhaité faire sortir l'Arabie Saoudite de sa léthargie traditionnelle. Parce que les sanctions ont mis l'Iran à genoux et qu'il a à ses côtés les États-Unis et Israël, MBS considère qu'il l'a emporté. Mais il ne faut pas se leurrer : comme le disait hier un sénateur américain, sans l'aide de Washington les dirigeants saoudiens apprendraient le farsi au bout de quinze jours ; les monarchies sunnites sont fragiles face à un Iran qui, malgré ses failles, peut se reposer sur une société civile active, éduquée, où les femmes sont très présentes et dont le potentiel est, disons, plus élevé.

L'Iran et le Hezbollah ont le sentiment d'avoir marqué des points au Moyen-Orient, notamment en établissant un « corridor » de Téhéran à Beyrouth, passant par Bagdad et Damas. Comme vous l'avez souligné, de nouveaux tunnels ont été découverts à la frontière israélo-libanaise, mais personne ne croit qu'un conflit puisse éclater prochainement entre le Hezbollah et Israël. Aucune des parties n'y a intérêt : la guerre serait dévastatrice pour Israël – Tel Aviv est à portée des missiles du Hezbollah – et, de son côté, le Hezbollah, qui a laissé des plumes dans l'aventure syrienne – plus de 2 000 de ses hommes y ont été tués, sans adhésion véritable de la population libanaise, même chiite –, cherche à convertir sa victoire militaire en gain politique, plutôt que de se lancer dans un conflit dont le Liban ferait une fois encore les frais.

Le Hezbollah ne se limite plus au Sud-Liban, occupé par Israël jusqu'en 2000, le bastion d'où partaient les tunnels et étaient lancés ses missiles. Il a acquis une profondeur stratégique grâce à son action en Syrie et à son alliance avec l'Iran et l'Irak. Les dirigeants iraniens du Hezbollah ne s'en cachent pas : si, demain, les Américains ou les Israéliens attaquaient l'Iran, des missiles partiraient d'Irak – où les milices chiites sont équipées d'armes iraniennes –, de Syrie – où l'Iran et le Hezbollah ont renforcé leur capacité d'action d'armes – et du Liban. C'est la traduction concrète de ce corridor territorial auquel les Américains, et les Français, voudraient mettre un terme. Cela semble difficile. L'Irak et la Syrie ne se retourneront pas demain contre l'Iran. Il faut parvenir à ce que les Iraniens

adoptent un profil bas en Irak et en Syrie et, dans une moindre mesure, au Yémen, qui n'a jamais représenté un enjeu stratégique à leurs yeux.

La guerre entre chiïtes et sunnites ne pourra se régler sans un partage de la sécurité dans les eaux du golfe Persique, ce que proposait Barack Obama en 2009-2010. Les chiïtes sont largement présents dans le Golfe : ils représentent 15 % de la population saoudienne, 60 % des Bahreïnais, une partie des Yéménites. Il faut donc parvenir à constituer une sorte d'équivalent local de l'OSCE, qui permette aux Arabes et aux Perses de se parler et de se partager la sécurité du Golfe. Il n'en est évidemment pas question aujourd'hui pour les sunnites, hormis pour le Qatar, qui s'est rapproché de Téhéran après la crise qui l'a opposé à l'Arabie Saoudite et aux Émirats arabes unis. Pour « MBS » et « MBZ », forts de l'appui de Donald Trump, ce partage n'est pas du tout d'actualité.

On parle moins de la Syrie dans les médias ces derniers temps. L'accord russo-turc de Sotchi a gelé l'opération sur Idlib, mais il n'est pas vraiment respecté : les Turcs, qui ne sont pas parvenus à soumettre les djihadistes, renforcent leurs positions au nord de Hama, tandis que l'armée syrienne se rapproche. Nous sommes probablement à l'avant-veille d'une nouvelle escalade de la violence. Hier, l'autoroute entre Alep et Lattaquié, qui devait être rouverte suite à l'accord, a été reprise par les djihadistes. Tout cela reste fragile et il est, hélas, fort à parier que les armes parleront de nouveau.

Idlib pourrait faire l'objet d'une sorte de marchandage entre Turcs et Russes : Ankara laisserait le régime syrien et les Russes reprendre une partie de la province, en contrepartie de quoi Moscou laisserait les Turcs venir à bout de la présence du parti de l'union démocratique kurde, le PYD, dans la province de Tal Abyad, à l'est de la frontière, comme ils l'ont fait à Afrin. Il ne faut pas exclure cette hypothèse.

Ankara, qui a envie d'avancer, fait fortement pression sur les États-Unis. Bien qu'ayant apporté leur appui aux Kurdes dans le nord-est en déclarant qu'ils installeraient des postes d'observation pour éviter une intrusion des militaires turcs, les Américains, gênés, expliquent qu'ils ne remettront pas en cause leur alliance avec la Turquie. Leur envoyé spécial a déclaré que si la coopération avec les Kurdes était tactique et temporaire, la coopération avec la Turquie était stratégique.

Pour ce qui est de la transition politique, les travaux pour la réforme de la constitution, engagés par l'envoyé spécial de l'ONU, Staffan de Mistura, sont gelés depuis la démission de ce dernier. Le régime se sent assez fort et n'acceptera rien d'autre qu'un comité constitutionnel qui lui serait favorable.

Les Russes parviendront-ils à convaincre Bachar al-Assad de quitter le pouvoir ? J'en doute fortement. Bachar al-Assad terminera son mandat en 2021 ; les Iraniens et le Hezbollah souhaitent ardemment qu'il reste parce qu'ils ont besoin de la présence d'Assad, de son entourage et de l'appareil sécuritaire pour contourner les sanctions américaines et acheminer des armes et du cash – le Hezbollah est un mouvement clandestin qui n'a pas de comptes en banque.

Le régime syrien repose sur un appareil sécuritaire qui, de tous temps, a arrêté, réprimé. Des Russes, proches du Kremlin et investis dans les *think tanks* à Moscou, avec qui je discutais du processus de Genève, m'ont expliqué qu'il était selon eux impossible de réformer cet appareil sécuritaire. Vous pouvez donc remplacer Bachar al-Assad par son frère, sa sœur, son cousin ou toute autre personne, cela ne changera rien ! Je ne crois pas que les

Russes s'aventureront dans une opération qui consisterait à changer de régime – sans alternative crédible, ils n'y ont pas intérêt. Ils ont beau avoir des relais, notamment dans l'armée, changer le régime signifie changer 200 hommes, au moins.

Ce qu'il n'a pas été possible d'obtenir par la force peut-il l'être grâce aux pressions russes ? Cela me semble compliqué. Bachar al-Assad est probablement son meilleur ennemi ; les méthodes des services de renseignement n'ont pas changé, et même s'il est en passe de gagner la guerre, il aura beaucoup de mal à gagner la paix. Pour autant, il ne faut pas sous-estimer la résilience et le cynisme de ce régime, monstre froid qui avait pour dessein, il y quatre ans, de vider la Syrie de 4 millions d'opposants. Il y parviendra probablement.

Pour autant, tous les réfugiés, j'en ai rencontré la semaine dernière au Liban, ne sont pas anti-Assad et certains rentreront au pays. Sans reprendre le débat sur l'erreur de diagnostic qu'a commise la France, je ne crois pas que le conflit se résume à celui d'un dirigeant contre son peuple : Bachar al-Assad a toujours eu 25 % à 30 % de sympathisants, et ils sont probablement plus nombreux aujourd'hui. Compte tenu de la nature du régime syrien, et alors qu'il se félicite d'avoir gagné la guerre, il sera difficile de le pousser vers la sortie.

M. Éric Girardin. Je vous remercie pour vos propos éclairants sur le royaume d'Arabie Saoudite et, plus globalement, sur le Moyen-Orient. Vous l'avez dit, l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi a durablement entaché le prestige international du prince héritier « MBS ». Si la situation géopolitique et stratégique saoudienne peut donner le sentiment que le pays est isolé, Donald Trump a fait connaître son soutien presque sans faille envers le royaume, dont il souhaite qu'il reste un partenaire inébranlable. Avec le soutien des États-Unis et des Émirats arabes unis, le royaume semble serein et sa priorité stratégique est de contenir, voire de réduire, l'influence iranienne au Moyen-Orient.

Depuis plusieurs décennies, lorsque les relations entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite se refroidissent, la France devient un partenaire privilégié du royaume ; elle occupe ainsi un rang de second, que le royaume met en avant quand le lien avec le partenaire principal n'est pas au beau fixe. Ce n'est pas le cas aujourd'hui : l'Arabie Saoudite semble n'avoir qu'un intérêt limité à cultiver de bonnes relations avec des puissances promptes à conditionner leur soutien.

Pourtant, la France présente l'avantage d'être encore assez influente au Proche et Moyen-Orient, de faire partie du Conseil de sécurité de l'ONU, et de fabriquer et de vendre des armes. Elle est donc un partenaire intéressant pour le royaume wahhabite. Or, pour des raisons diplomatiques, elle vient de perdre un partenaire économique important – plus de 10 milliards d'euros de contrats avaient été conclus en 2015 entre les deux pays. Ma question est simple : comment concilier une diplomatie du portefeuille avec une diplomatie des droits de l'homme ?

M. Georges Malbrunot. Lorsque vous posez la question à Jean-Yves Le Drian, ou même à Emmanuel Macron, ils vous répondent que l'on fait passer les messages en privé. Je ne sais pas si c'est le cas, mais il est vrai que l'affaire Khashoggi et les multiples arrestations auxquelles nous avons assisté montrent que cela n'a pas marché.

Votre question, permettez-moi de le dire, est quelque peu manichéenne. Il ne s'agit pas tant d'abandonner tout business avec l'Arabie Saoudite que de dire les choses franchement. Dans ces pays, on a le culte du chef, le *zaim*, et lorsque le chef est faible, il n'est

pas respecté. François Hollande, pas plus que Laurent Fabius, n'était respecté par les Saoudiens, et la France se trouvait dans une posture de soumission. Emmanuel Macron a changé la donne lors de sa première rencontre avec « MBS » : lorsque celui-ci lui a dit « J'ai appris que des sociétés françaises allaient s'installer en Iran ; sachez que si c'est le cas, elles ne viendront pas en Arabie Saoudite », il lui a répondu : « On ne parle pas ainsi au président de la République française ».

Emmanuel Macron l'a dit également devant des ONG, il ne nourrit aucune illusion à l'égard de « MBS ». Mais les Saoudiens sont à la fois nos alliés et nos clients : nous devons les conserver comme clients, sans que les clients prennent le pas sur les alliés. A cet égard, nous sommes allés un peu loin sur l'affaire du Yémen.

La France n'est plus le partenaire de compensation qu'elle a été pendant longtemps. L'Arabie Saoudite s'est tournée vers l'Asie, conclut beaucoup d'affaires avec la Chine, où elle exporte son pétrole. Par ailleurs, l'Allemagne a devancé la France dans les échanges avec le royaume l'an dernier, bien qu'elle ait adopté une attitude beaucoup plus sévère sur le conflit du Yémen. L'important, sans doute, est de dire les choses en face.

D'autres facteurs politiques pèsent dans les négociations. Je suis désolé de le dire ici, mais notre obsession de l'islam en France ne réjouit pas nos amis saoudiens, qui goûtent peu qu'un président de la République explique que le problème en France, c'est l'islam. Il convient d'ajouter à cela la qualité des émissaires français, qui a pu laisser à désirer, et les dérives diverses et variées auxquelles se sont livrées certaines personnes.

Il faut entretenir des liens de partenariat diplomatique sans considérer les Saoudiens uniquement comme des clients, et il me semble qu'Emmanuel Macron y est parvenu.

M. Didier Quentin. Quelles sont les motivations profondes de Mohamed ben Salman ? Voilà un homme qui semblait très soucieux de son image internationale et qui vient pourtant de l'écorner. Sans aller trop loin dans une comparaison historique hasardeuse, ce Khashoggi est en quelque sorte le duc d'Enghien de « MBS » : pourquoi le prince a-t-il fait preuve d'un tel acharnement contre cet homme, au risque de nuire à son propre prestige ?

Les mesures de libéralisation voulues par « MBS », notamment le droit de conduire pour les femmes, étaient-elles chose sérieuse ou ont-elles simplement permis de jouer la montre ? Quelle est la part de la main d'œuvre étrangère en Arabie Saoudite ? Dans les Émirats arabes unis, elle est de 80 %, mais il est frappant de constater combien on y prépare la diversification économique de l'après-pétrole. L'évolution est-elle semblable à Riyad ?

Quel est l'état des relations entre l'Arabie Saoudite et Israël ? Les négociations en cours en Suède annoncent-elles une résolution du conflit au Yémen ? Enfin, le fait que le Qatar quitte l'OPEP aura-t-il des conséquences sur l'avenir de l'organisation ?

M. Georges Malbrunot. Jamal Khashoggi, que je connaissais un peu, c'était d'abord un nom, celui d'une grande famille saoudienne, très investie dans les négociations avec les Américains et le commerce d'armes. Jamal Khashoggi était l'ami des princes, il connaissait bien Al-Walid ben Talal et avait été, durant vingt ans, un très proche conseiller du prince Turki al-Fayçal, le chef des renseignements saoudiens – à ce titre, il avait participé à l'envoi des djihadistes saoudiens en Afghanistan. C'était donc un homme du sérail.

Mais il avait aussi été dans sa jeunesse un sympathisant des Frères musulmans. L'organisation est devenue la bête noire de l'Arabie Saoudite, et lorsqu'il a senti que l'espace se resserrait autour de lui, Jamal Khashoggi a pris ses dispositions et quitté le royaume en 2017.

Aux États-Unis, il rencontrait beaucoup de monde au Congrès, participait à des *think tanks*, était éditorialiste au *Washington Post*. Vous vous souviendrez peut-être qu'avant de se rendre en France, « MBS » s'est lancé dans un périple de trois semaines aux États-Unis et que, dans un véritable show hollywoodien, il a été reçu partout, aussi bien à la Silicon Valley qu'au Congrès – la raison pour laquelle les parlementaires américains ont la dent aussi dure contre lui est qu'ils ont l'impression d'avoir alors été trompés. Or depuis sa chaire du *Washington Post*, Jamal Khashoggi était un ambassadeur *bis*, voire plus encore. Pour un autocrate comme Mohammed ben Salman, qui ne supporte pas que l'on puisse lui faire de l'ombre, c'était absolument intolérable.

Mohammed ben Salman est un autocrate qui ne tolère pas la moindre dissidence : il a mis au pas les islamistes, les femmes, auxquelles il a pourtant accordé le droit de conduire...

Mme la présidente Marielle de Sarnez. ... Mais qui se trouvent toujours sous tutorat : il leur faut encore l'accord de leur mari pour porter plainte pour viol, par exemple !

M. Georges Malbrunot. Mohammed ben Salman a pris conscience que son pays allait au-devant de grands périls. Contrairement aux Émirats arabes unis et au Qatar, la population saoudienne est nombreuse : parmi les 20 millions d'habitants, il y a des pauvres, du chômage, donc du ressentiment, et surtout 70 % de jeunes de moins de 30 ans. Il s'est dit que si le pays continuait de somnoler, comme du temps d'Abdallah, face à un Iran qui, pour le coup, travaille, s'agite et infiltre, il irait droit dans le mur. Il a donc pris des mesures de bon sens, a offert un peu de cinéma aux jeunes, le droit de conduire aux femmes.

Pour autant, il est demeuré un autocrate et s'il devient roi, il sera un monarque absolu. C'est le même mélange qui caractérisait Bachar al-Assad, lorsqu'il a succédé à son père et que Jacques Chirac fondait en lui de grands espoirs. Pourquoi, tout en donnant aux femmes le droit de conduire, « MBS » a-t-il fait emprisonner les figures féministes ? Il semble mû par une théorie du complot : quiconque n'est pas d'accord avec lui est payé par le Qatar. En faisant des exemples, il s'impose comme chef – je rappelle l'importance du culte du *zaim* – et en embastillant les princes, il signifie son aptitude à régner en maître.

Israël, c'est à la fois l'obsession de l'Iran et celle des pays du Golfe. Mais comme ces derniers ont tout à la fois peur de Téhéran et de leur population – le moindre frémissement les fait voir rouge –, ils ont besoin d'appareils sécuritaires. Or dans la région, c'est Israël qui est le meilleur fournisseur. J'ai écrit en 2010 un article, qui m'a valu bien des sueurs froides, sur les achats secrets d'armes israéliennes par les Émirats arabes unis ; l'Arabie Saoudite est devenue elle aussi une cliente.

Mais la relation avec Israël va plus loin. Pour Donald Trump et Jared Kushner, « MBS » est celui qui pourra vendre à l'Égypte et à la Jordanie leur fameux *deal of the century*, en conditionnant son aide. Je reviens de Jordanie où la situation économique et sociale est mauvaise. Le roi de Jordanie, bien que n'étant pas anti-israélien, a pris des positions assez dures contre Benjamin Netanyahu : il est rentré du forum des investissements de Mohammed ben Salman sans l'aide dont il avait pourtant bien besoin.

Pour Trump, « MBS » est celui qui fera passer la pilule aux Égyptiens, probablement aussi aux Palestiniens.

M. Bruno Joncour. Le programme de réformes baptisé Vision 2030 vise à la fois à diversifier l'économie saoudienne par des investissements dans les secteurs non pétroliers comme la technologie ou le tourisme et à libéraliser la société.

M. Georges Malbrunot. Pas trop, quand même...

M. Bruno Joncour. Quelle crédibilité peut-on accorder à ce programme : S'agit-il d'un nouvel axe politique, ou de simples mesures cosmétiques ? Peut-on réellement s'attendre à voir le royaume s'ouvrir ? Le sort réservé aux minorités, les atteintes au pluralisme et l'intolérance dogmatique du régime à l'endroit des tenants d'un Islam modéré nous font hésiter sur l'attitude à adopter envers le prince héritier du royaume saoudien. Plus largement, que pouvez-vous nous dire de la société civile en Arabie Saoudite ? Est-elle une force sur laquelle nos démocraties peuvent s'appuyer ? Dans quelle mesure adhère-t-elle aux réformes qui ont été amorcées par le prince héritier ?

M. Georges Malbrunot. À l'origine de ce plan de réformes, il y a une volonté sincère d'engager l'Arabie Saoudite dans l'après-pétrole et de transformer cette économie pétrolière pour la préparer à la raréfaction de la ressource.

« MBS » est conscient des problèmes de son pays et considère qu'il n'est pas normal que, chaque jour, ses concitoyens regardent 90 millions de vidéos sur YouTube, parce qu'ils n'ont pas grand-chose à faire. L'idée était donc de remettre les gens, et notamment les jeunes au travail, tout en leur offrant un minimum de loisirs. Tout ceci partait d'un bon sentiment, mais comme il a par ailleurs embastillé les princes et les hommes d'affaires qui traitent avec l'étranger, ceux-ci se sont réfugiés en Californie, en France ou en Angleterre, et les investisseurs internationaux ont pris la fuite : l'an dernier, les deux tiers des investisseurs étrangers dans le Golfe ont ainsi choisi Dubaï plutôt que l'Arabie Saoudite.

Le second problème est que ce programme de réformes prévoit la privatisation partielle de la Saudi Aramco, la gigantesque compagnie pétrolière saoudienne. Cela en a surpris plus d'un, car qui dit privatisation dit transparence, et personne ne sait aujourd'hui combien la famille royale prélève sur les exportations de pétrole. C'est un des secrets les mieux gardés du royaume, et il a finalement été annoncé, il y a deux mois, que cette privatisation partielle allait être reportée.

Tout ceci a contribué à jeter un peu d'ombre sur ce grand plan de réformes concocté par de grands cabinets américains pour « MBS » et censé notamment s'incarner dans le projet Neom, cette gigantesque mégalopole futuriste dont le prince projette la construction.

Reste que nous sommes en Arabie Saoudite, le pays de deux mosquées sacrées, où, le vendredi, on rend encore la justice au sabre. Quelles que soient les velléités de changement du prince héritier, il faut donc être conscients que les Saoudiens ne seront jamais des sociaux-démocrates et que la notion de société civile est toute relative.

Certes, « MBS » a décidé de rompre avec certaines traditions, consistant notamment à scruter, à l'instar des oulémas, le caractère hallal ou non de chaque chose ; certes il a mis au pas la police religieuse, formation moyenâgeuse qui tape sur les jambes des femmes lorsqu'elles ne sont pas assez couvertes ou sanctionne les boutiques qui ne ferment

pas pendant la prière, mais les dérives de son pouvoir personnel discréditent nombre de ses initiatives, notamment aux yeux de l'étranger.

M. Maurice Leroy. J'aimerais connaître, d'une part, votre analyse des effets de l'embargo sur le Qatar et, d'autre part, votre sentiment sur la position de Trump après l'affaire Khashoggi. Peut-on encore parler de Realpolitik de la part de l'administration américaine ? Les alliances ont-elles bougé et peut-on considérer que Trump et le Congrès sont sur la même ligne ?

M. Georges Malbrunot. En ce qui concerne le Qatar, il apparaît, au bout de dix-huit mois, que l'Arabie Saoudite et les Émirats n'ont pas gagné : le Qatar ne s'est pas soumis. Les tentatives de médiation orchestrées par le Koweït n'ont pas abouti, et les Qataris se sont montrés tactiquement agiles, se servant notamment de l'arme du business : c'est ainsi qu'ils ont acheté des F-15 à Trump, des Typhoon aux Britanniques, tandis qu'ils signaient pour 11 millions d'euros de contrats avec la France. Tel était le prix à payer pour la neutralité de leurs alliés.

Je pensais comme d'autres que l'affaire Khashoggi allait servir d'occasion à la Turquie – dont l'alliance avec le Qatar s'est renforcée – de plaider la cause de leurs alliés qatariens et d'obtenir la levée de l'embargo ou, à tout le moins, des mesures d'assouplissement, mais cela n'a pas abouti.

Tout porte donc à croire que la crise va durer. Trump a bien essayé de convoquer les dirigeants saoudiens et qatariens, mais cela n'a rien donné. Par ailleurs, si le Qatar est voué à se réconcilier avec l'Arabie Saoudite, qui incarne une sorte de grand-frère voisin, fort de 25 millions d'habitants alors que le Qatar ne pèse que 200 000 âmes, il existe une haine tenace entre les Qataris et les Émiriens, haine que ne va pas apaiser le rapprochement entre le Qatar et l'Iran et la construction d'un port en eaux profondes, qui pourrait concurrencer le port dubaïote de Jebel Ali.

Pour ce qui est des États-Unis, il est assez difficile de décrypter la position de Trump. Si la CIA et le Département d'État restent extrêmement prudents et n'avalent manifestement pas la thèse selon laquelle Mohammed ben Salman n'aurait rien à voir dans l'affaire Khashoggi, Trump et son gendre à la Maison-Blanche, ou Bolton au Conseil de sécurité nationale prônent pour leur part le maintien de bonnes relations avec l'Arabie Saoudite, qui est un partenaire économique de premier plan pour les États-Unis : en mai 2017, lorsque Trump a fait son premier voyage à Riyad, il a officiellement conclu pour 380 milliards de dollars de contrats, dont une large part n'a en réalité pas été honorée, comme c'est souvent le cas avec l'Arabie Saoudite.

Reste à savoir dans quelle mesure l'Arabie Saoudite contribuera au *deal of the century* voulu par Trump et si elle parviendra à emmener dans son sillage les Égyptiens et les Jordaniens, voire les Palestiniens eux-mêmes.

M. Christian Hutin. Je voulais tout d'abord vous remercier pour la qualité de vos analyses, qui n'a d'égal que le courage dont vous faites preuve, notamment dans vos écrits.

Si je parlais comme mes petites-filles, je dirais, à propos de la situation au Moyen-Orient, que « ça craint » ; en termes plus shakespeariens, elle m'évoque la tragédie de *Richard III*. En effet, vous semblez dire que, tant que le prince héritier restera sous le contrôle

de son père, la situation restera stabilisée, mais que se passera-t-il si le roi meurt et que ce prince, peut-être prêt à brader son royaume pour un cheval, accède au pouvoir ?

Par ailleurs, nous menons une mission flash sur la Turquie, et j'aimerais savoir si vous pourriez nous donner quelques éclairages sur ce pays qui est, à ma connaissance, le seul pays tenu, idéologiquement parlant, par les Frères musulmans.

M. Georges Malbrunot. Lorsque le roi d'Arabie saoudite meurt, la tradition veut qu'un conseil d'allégeance se réunisse pour désigner le prince héritier. Or il se trouve qu'en 2017, lorsque Mohammed ben Salman a été nommé prince héritier, le conseil d'allégeance ne s'est pas formellement réuni. Dans ces conditions, si le roi meurt rapidement, avant que les haines intrafamiliales aient été apaisées, « MBS » risque d'avoir des problèmes. On sait qu'une tentative d'attentat a eu lieu contre lui l'été dernier, et le moins que l'on puisse dire est que, dans un pays qui compte plusieurs rois assassinés, il suscite beaucoup d'inimitiés... Si, en revanche, son père, qui a aujourd'hui quatre-vingt-deux ans et dont on ignore le degré de lucidité, vit encore cinq ans, MBS pourra profiter de ces cinq années pour raffermir son pouvoir et accéder ensuite au trône.

En ce qui concerne la Turquie, au risque de vous décevoir, je ne vous en dirai rien, car je suis spécialiste du monde arabe et non de la Turquie, que je ne connais pas suffisamment pour vous en dire des choses intéressantes.

Mme la présidente Marielle de Sarnez. Cette honnêteté vous honore.

Avec la permission de Jean-Paul Lecoq, qui accepte de lui céder son tour, je passe la parole à Meyer Habib.

M. Meyer Habib. Je partage vos inquiétudes sur la fragilité du régime saoudien ainsi que votre analyse du potentiel iranien. C'est évidemment une obsession israélienne, que vous évoquiez dans l'un de vos articles du *Figaro*, en juillet dernier, dans lequel vous vous demandiez si Benyamin Netanyahu n'avait pas l'intention d'entraîner la France, notre pays, dans une croisade contre la République d'Iran. Mais permettez-moi de citer le président iranien qui a déclaré le 24 novembre dernier, devant la conférence de l'unité islamique qu'Israël était une tumeur cancéreuse, créée après la Seconde Guerre mondiale au Moyen-Orient par les Occidentaux, afin de servir leurs intérêts !

Aujourd'hui, on sait que les Américains veulent faire tomber le régime iranien, tandis que nous préférons jouer l'apaisement, alors que les tensions entre le Hezbollah et Israël sont particulièrement vives au moment où un troisième tunnel vient d'être découvert. J'aimerais donc vous soumettre une hypothèse : imaginons que, par extraordinaire, le grand peuple iranien se débarrasse des mollahs et d'un régime donc on sait que, depuis quarante ans, il sert de matrice au djihad mondial, quoi qu'on dise et quoi qu'on fasse. Compte tenu du rapprochement incroyable entre le monde sunnite et les Israéliens – pour la première fois des avions israéliens vont être autorisés à survoler Oman, la semaine prochaine, pour se rendre en Asie –, ne pensez-vous pas qu'on aurait là la clef pour résoudre la question palestinienne et l'ensemble des questions qui déstabilisent la région ? Certes l'attitude des Turcs est également assez problématique ces derniers temps, mais la chute d'un régime homophobe, qui tue ses femmes adultères et a fomenté contre nous l'attentat du Drakkar ou de la rue de Rennes, n'est-elle pas l'unique espoir de voir s'ouvrir de nouveaux horizons dans la région ?

M. Georges Malbrunot. Si vous avez une recette pour renverser le régime, il faut la donner aux Iraniens qui pensent comme vous, mais, pour ma part, je n'ai pas de recette. Je vous connais, monsieur Habib, je sais ce que vous pensez, et c'est votre droit. Vous n'avez pas tout à fait tort, mais espérez-vous que je vous dise que la chute du régime iranien réglerait tout ? J'étais à Jérusalem en 2003, lorsque le premier ministre Ariel Sharon déclarait : « La route de la paix à Jérusalem passe par Bagdad. » Or Bagdad est tombée, et la paix n'est pas arrivée à Jérusalem...

L'Iran est un pays très complexe, que vos amis israéliens connaissent parfaitement. Il y a d'ailleurs non pas un Iran mais des Iran : l'Iran de Rohani ou l'Iran de Zarif, avec lesquels on peut s'entendre, et puis l'Iran de Qassem Souleimani, l'Iran des gardiens de la révolution ou de Khamenei, avec lesquels c'est beaucoup plus difficile. Il faut aussi tenir compte du contexte de ce pays, entouré de bases américaines et qui, en 2001, après le 11 septembre a collaboré avec les États-Unis en Afghanistan, avant que George W. Bush décrète qu'il appartenait à l'« axe du mal ».

J'admets avec vous que les Iraniens donnent le sentiment de vouloir recréer l'empire perse, alors qu'il est flagrant, lorsque l'on se rend dans le sud de l'Irak, à Kerbala ou à Nadjaf, chez les chiites irakiens, que l'alchimie ne s'opère pas entre les populations locales et les pèlerins chiites iraniens, qui ne parlent pas l'arabe. Indéniablement, le sentiment de leur victoire les rend un peu trop confiants.

Cela étant, ils ne sont pas les principaux promoteurs du djihad mondial, et le 11 septembre n'est pas le fait des Iraniens, pas plus que ceux qui ont attaqué la France n'étaient des chiites. Il faut éviter ce genre d'extrapolation, même si, c'est vrai, les Iraniens pratiquent un terrorisme d'État lorsqu'ils s'estiment menacés.

L'évolution du système iranien est inévitable, mais elle n'interviendra pas avant la mort du guide actuel, Ali Khamenei, anti-américain, anti-israélien, garant de la pureté idéologique révolutionnaire héritée de 1979.

Cela fait vingt et un ans que je me rends en Iran. Certes, il y a toujours, chaque vendredi, les mêmes cent cinquante types qui manifestent en criant « *Marg bar Amrika ! Marg bar Israel !* », c'est-à-dire « Mort à l'Amérique ! Mort à Israël ! », mais la société iranienne est probablement, avec la société israélienne, la plus pro-américaine et pro-occidentale du Moyen-Orient. Il n'y a donc plus qu'à souhaiter que le prochain guide se montre plus ouvert vis-à-vis d'Israël sur la question palestinienne, mais également à l'intérieur sur les questions de société.

Reste que l'évolution sera d'autant plus compliquée que, comme je vous l'ai dit, l'Iran et ses alliés du Hezbollah se sentent confortés par leurs succès. Je conçois que cela pose un vrai problème aux Israéliens, mais il ne faut pas perdre de vue que ce sont, les uns comme les autres, des acteurs rationnels. Nasrallah a reconnu lui-même qu'il avait commis une erreur en 2006 et que le but n'était pas de faire la guerre mais d'enlever deux Israéliens pour les négocier contre la libération de prisonniers.

Le régime iranien a cependant ses fragilités, au premier rang desquels l'usure d'un régime dont le rigorisme idéologique ne correspond pas du tout à ce qu'attend la société iranienne. Autant vous avez, en Arabie Saoudite, un pouvoir qui, pendant longtemps, a été en avance sur sa société, autant, en Iran, c'est la société qui est largement en avance sur le pouvoir.

M. Jean-Paul Lecoq. On me fait souvent des procès d'intention, mais vous remarquerez, madame la présidente, que j'ai laissé le représentant d'Israël s'exprimer avant moi...

M. Meyer Habib. Je ne vous permets pas de mettre ainsi en cause mon attachement à la France et à mon pays ! Il y va de mon honneur. Je suis député des Français établis en Israël, et c'est un honneur pour moi ! Ce que vous dites est grave, et j'exige des excuses ! (*M. Meyer Habib quitte la salle.*)

M. Jean-Paul Lecoq. Monsieur Malbrunot, merci pour vos éclairages. Selon vous, quelle est la marche à suivre pour que l'Iran ne se transforme pas en nouveau champ de bataille et que la paix revienne dans la région ? J'ai le sentiment que les Occidentaux ont fait de cette zone leur terrain de guerre favori, sans doute pour écouler leurs armes ou pour servir je ne sais lesquels de leurs intérêts. J'ai en tout cas beaucoup de mal à entendre que nos démocraties laissent un prince saoudien voué à régner commettre impunément un assassinat et qu'on ne fasse rien pour empêcher les Américains de faire de l'Iran un nouveau Cuba, sans comprendre qu'ils n'ont pas gagné à Cuba ! Ils entendent peut-être soumettre l'Iran à un boycott de plusieurs décennies, mais cela ne fera probablement que souder davantage la société iranienne pour la faire basculer vers un avenir qui n'est pas forcément celui que les Américains souhaitent pour elle, c'est-à-dire dans leur camp.

Peut-on espérer que la paix revienne dans la région ou, après l'Irak, le Yémen, la Syrie, la poursuite des conflits est-elle inexorable ? Car à vous entendre, vous et les différents spécialistes qui s'intéressent au sort de cette région, je partage l'avis de Christian Hutin : « Ça craint ». Y compris au Liban, où la situation semblait s'être apaisée, on a le sentiment que la moindre étincelle peut se transformer en brasier.

Enfin, madame la présidente, je vous prie de faire savoir à Meyer Habib que j'ai sans doute été un peu sévère dans la façon dont je lui ai dit les choses, mais il ne se prive pas non plus de l'être avec moi.

Mme Marielle de Sarnez. Merci pour ces propos, monsieur Lecoq. Vous avez sans doute été sévère. Je lui transmettrai.

M. Georges Malbrunot. Je ne suis guère optimiste, car il n'y a, dans l'immédiat, aucune raison d'être optimiste. Tant qu'on aura un président américain qui donne quasiment le sentiment de souffler sur les braises ou qui, en tout cas, adopte des positions qui ne sont pas les nôtres et s'oppose à tout rapprochement en dépit de ce que voudrait la raison, on aura, en face, un durcissement dans la polarisation, alors qu'il faudrait essayer de rapprocher les Iraniens des Saoudiens, ce qui est extrêmement compliqué à l'heure actuelle.

Je pourrais vous tenir des propos plus lénifiants, mais nous serions dans la politique fiction, qui ne correspond pas à ce que je constate sur le terrain. La seule réponse que je puisse vous faire est qu'il faut sans doute attendre un changement de guide en Iran, un nouveau président aux États-Unis et, probablement, davantage de sagesse de la part de Mohammed ben Salman. Je crains de ne pouvoir vous rassurer davantage.

M. Sébastien Nadot. Ma première question part du constat suivant : La France exporte 60 % de ses armes vers le Moyen-Orient. Est-il bien raisonnable pour une démocratie de surarmer une région en situation de forte conflictualité ? N'est-ce pas contribuer à faire d'une étincelle un feu ravageur ?

Ma deuxième question part d'un autre constat : l'Arabie saoudite a été le plus gros importateur mondial d'armes en 2017 et 90 % de ses importations proviennent des États-Unis, de la France, de la Chine et du Royaume Uni, tous membres du Conseil de sécurité des Nations unies. Selon la doctrine des partenariats stratégiques, la vente d'armes permettrait d'exercer une influence sur le pays acheteur. Est-ce à dire qu'aucun des quatre pays que j'ai cités ne veut la paix au Yémen ?

M. Georges Malbrunot. Est-il raisonnable de vendre des armes ? Non, ce serait mieux de vendre des roses, je vous l'accorde, mais vous savez très bien que cela représente des emplois. On ne peut s'en tenir à une position manichéenne. Il faut faire en sorte que les armes achetées soient utilisées de la meilleure façon possible même si les mécanismes de contrôle s'arrêtent une fois qu'elles sont vendues.

En 2009, Barack Obama, connaissant la précision toute relative des pilotes saoudiens, a refusé de fournir à l'Arabie Saoudite des images satellitaires pour contrer les Houthis lorsqu'ils avaient lancé leur première guerre. Quand l'Arabie Saoudite s'est ensuite tournée vers la France, Nicolas Sarkozy a accepté car il espérait en retour la signature de nombreux contrats avec la France, ce qui n'a pas été le cas.

Dans les années 1980, l'armée française s'est quasiment dépossédée de son *nec plus ultra* pour permettre à l'Irak de Saddam Hussein de bombardier l'Iran de Khomeiny. Les Iraniens se souviennent encore des Super-Étendard et de leurs Exocets. Vous savez les problèmes que cela a entraînés, notamment la crise des otages au Liban.

Vous avez raison d'insister : c'est votre rôle en tant que parlementaire de faire en sorte qu'il y ait un contrôle plus sévère. Si on pouvait remplacer les armes par d'autres produits, je serais le premier à applaudir, même si le journal à qui je dois mon emploi, *Le Figaro*, appartient à un vendeur d'armes.

En 2017, l'Arabie Saoudite a acheté pour 69,4 milliards de dollars d'armes et les États-Unis, le Royaume-Uni, la Chine et la France sont ses principaux fournisseurs d'armes. Les Français ne sont pas dans le secret de la *war room* de Riyad mais il est évident que ce royaume n'aime pas les Émirats arabes unis, dont l'expérience militaire est bien supérieure à la sienne. Nous devons avoir ce fait à l'esprit et faire preuve d'une vigilance accrue lorsque nous négocions avec elle.

Mme la présidente Marielle de Sarnez. J'aimerais préciser que notre commission a mis en place une mission d'information relative aux ventes d'armes. J'estime en effet que nous pouvons aller plus loin en matière de transparence, de contrôle et d'évaluation, à l'instar d'autres parlements en Europe.

Par ailleurs, je suis absolument convaincue que la communauté internationale devrait se mobiliser et profiter de l'occasion offerte par l'affaiblissement de « MBS » pour réclamer l'arrêt de la guerre au Yémen, comme je l'ai dit au secrétaire général des Nations unies.

Mme Delphine O. Ma question porte sur la Corne de l'Afrique et les enjeux de pouvoir qu'elle représente pour l'Arabie Saoudite, les Émirats arabes unis et le Qatar. Il y a trois mois, la paix a été signée entre l'Éthiopie et l'Érythrée, après vingt ans de guerre fratricide et je crois que le roi Salman et son fils n'y sont pas pour rien. C'est une paix

attendue, dont on espère qu'elle renforcera la sécurité et la stabilité dans cette région très touchée par le terrorisme.

Cette zone, dont il est peu question, est devenue l'arrière-cour de cette guerre froide orientale. Ici comme ailleurs, c'est grâce à la politique du carnet de chèques que l'Arabie Saoudite a réussi à convaincre et à s'imposer. L'Éthiopie, qui est en grande difficulté économique, s'est vu promettre des investissements très importants, notamment pour le projet de barrage sur le Nil bleu dont dépend quasiment son indépendance énergétique. L'Érythrée, accusée pendant longtemps de recevoir des armes qu'elle envoyait ensuite aux Houthis au Yémen, s'est vu elle aussi promettre par les Saoudiens des millions de dollars pour son économie, lourdement grevée par les sanctions onusiennes très récemment levées.

Ce rapprochement entre l'Éthiopie et l'Érythrée est une aubaine pour Riyad. L'Érythrée est devenue le *hub* maritime et aérien des opérations saoudiennes et émiriennes au Yémen. Cela constitue un revers pour les intérêts qataris et iraniens dans la région. En outre, cet accord de paix permet à l'Arabie Saoudite de mettre la main sur Bab-el-Mandeb, détroit stratégique qui sépare la péninsule arabique de la Corne de l'Afrique par lequel transite une partie importante des exportations énergétiques des pétromonarchies vers l'Europe.

Comment analysez-vous cette reprise en main de la Corne de l'Afrique par l'Arabie Saoudite ? Quel impact aura-t-elle pour la guerre au Yémen ?

M. Georges Malbrunot. Je ne suis pas un spécialiste de la Corne de l'Afrique. Pour l'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis, qui y ont aussi développé une activité portuaire, cette région joue un rôle-clef pour la maîtrise de l'acheminement pétrolier dans le golfe d'Oman. C'est aussi une façon de contrer l'influence du Qatar, qui s'est exercée pendant longtemps sur l'Érythrée. Les Émirats arabes unis sont pris dans un emballement militaro-militariste dans cette région : ils ont installé une base en Érythrée et ont pris d'assaut, en mai, la petite île de Socotra, qui appartient au Yémen, pour y installer une autre base. L'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis mènent aussi cette diplomatie agressive pour contrer l'Iran qui avait pour habitude de faire transiter des armes par le Soudan pour les livrer aux Palestiniens.

M. Bernard Deflesselles. Je vous remercie, monsieur Malbrunot, pour cette audition passionnante sur cette région particulièrement complexe. En vous entendant, m'est revenue à l'esprit cette phrase du général de Gaulle : « Vers l'Orient compliqué, je volais avec des idées simples. » C'est donc une question simple que je me contenterai de vous poser : quelle vision avez-vous de la politique étrangère de la France ?

Nous avons participé au concert international de récriminations contre l'Arabie Saoudite après l'affaire Khashoggi. Nous avons toutefois crié un peu moins fort que les Allemands et nous n'en avons pas été très remerciés, si l'on en juge par les échanges commerciaux et militaires.

Nous avons aussi dénoncé *mezza voce* le fait que les Américains tout-puissants nous interdisaient de commercer avec l'Iran. Renault s'est immédiatement retiré. Peugeot a carrément plié bagage alors qu'elle avait une usine. Total a renoncé à ses projets. Que pensez-vous de la faiblesse dont ont fait preuve la France et l'Union européenne ?

M. Georges Malbrunot. La France, séduite par les promesses de l'Arabie Saoudite, est allée beaucoup trop loin dans la diplomatie économique sous François

Hollande : il a été invité au Conseil de coopération des États arabes du Golfe (CCEAG), le chiffre de 50 milliards a été avancé, mais Manuel Valls n'est revenu ensuite qu'avec des contrats portant sur quelques milliards. Emmanuel Macron a pu observer cela de près quand il était ministre de l'économie, d'où sa phrase : « Il faut les considérer davantage comme des alliés que comme des clients. » Il a mis les choses au point et a dit les choses en face, en insistant sur le fait qu'il fallait être rationnel même si les Iraniens n'étaient pas des saints. Auparavant, la France n'osait pas tenir de telles positions, contrairement aux Allemands qui obtenaient autant de contrats que nous. « MBS » estime qu'il est temps que son pays se lance dans la production d'armes après que son cousin le sultan a acheté des centaines et des centaines de milliards d'armes aux Occidentaux, avec les commissions et rétrocommissions qui vont avec. L'Arabie Saoudite se tourne aussi vers l'Asie à laquelle elle vend beaucoup plus de pétrole et de gaz qu'à l'Europe.

Depuis 1967, nous avons noué un compagnonnage commercial avec les pays du Golfe. Ils ont de l'argent et peuvent investir en matière d'armement. À la fin des années quatre-vingt, l'Arabie Saoudite a financé une opération militaire pour ramener de l'ordre dans l'ex-Zaïre de Mobutu et elle est appelée à financer une opération anti-terroriste au Sahel. En 2011, lorsque les révoltes arabes ont éclaté, le partenariat de Deauville a été mis en place et Édouard Balladur a été envoyé comme émissaire pour sonner à la porte de Riyad. Ces pays nous connaissent beaucoup mieux que nous ne les connaissons. Ils savent que tôt ou tard nous viendrons chez eux car ce sont eux qui ont de l'argent. Il ne faut pas avoir honte de traiter avec eux mais il faut être vigilant. Nous avons parlé de l'Arabie Saoudite ; nous pourrions aussi parler du Qatar, pays sur lequel j'ai beaucoup enquêté – et plus on enquête, plus on découvre de choses.

Il faut tenir un langage de vérité, et c'est ce que fait le Président de la République quand il déclare à la conférence de lutte contre le financement du terrorisme devant certains responsables des pays du Golfe : « Nous avons joué aux apprentis sorciers. » Nous n'avons en effet pas été suffisamment fermes et nous devons l'être davantage.

L'Iran a un potentiel avec un marché de 80 millions d'habitants, une population jeune mais les sociétés françaises ne sont pas des philanthropes. On ne peut pas leur reprocher de claquer la porte brutalement – ou alors on peut le reprocher seulement à Peugeot qui se comporte ainsi pour la deuxième fois. Les monarchies du Golfe sont des partenaires économiques et diplomatiques depuis plus de quarante ans. Le *big bang* est très difficile à opérer. En Iran, il y a des gens qui n'ont pas intérêt à l'ouverture et nous sommes opposés à ce pays au sujet du Yémen.

M. Bernard Deflesselles. Nous baissions les bras devant les États-Unis et nous laissons l'Iran à la Chine !

M. Georges Malbrunot. Vous savez, les Iraniens préfèrent la technologie occidentale à la technologie chinoise...

Mme la présidente Marielle de Sarnez. Si l'Europe parlait d'une voix unique en matière de politique étrangère et si elle s'était dotée d'un système qui contre l'extraterritorialité du droit américain, nous n'en serions pas là. Il faut une Europe plus forte, plus politique, qui pèse davantage. On ne perd jamais à être ferme et à défendre ses valeurs. L'histoire l'a démontré.

Mme Annie Chapelier. Monsieur Malbrunot, je tiens à saluer votre engagement et votre très grande liberté de parole à une époque où le courage n'est pas à la mode et où il n'a jamais été aussi dangereux d'être journaliste. J'aurais aimé savoir comment vous concevez l'évolution de votre profession au Moyen-Orient. Dans quelles conditions pouvez-vous exercer votre métier ?

Vous avez beaucoup parlé de la prépondérance du pétrole dans l'économie saoudienne. Compte tenu de l'impératif donné à la transition énergétique, voire de l'urgence climatique, vers quelles ressources économiques s'oriente désormais « MBS » ? Qu'en est-il du poids des revenus tirés du *hadj* ? On sait que le prince a instauré une sorte de dime qui pèse sur le budget de certains pèlerins des pays d'Afrique.

M. Georges Malbrunot. Je constate qu'il est plus difficile d'exercer son métier aujourd'hui. Les pays du Golfe, marqués par de fortes tensions, notamment entre l'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis, vivent dans un climat de psychose permanente et réclament des visas. En Égypte, il est plus difficile d'être journaliste que sous Moubarak, malgré les espoirs soulevés par les révoltes arabes. De ce point de vue-là, il y a régression, et reprise en main du pouvoir par l'« État profond » et l'appareil sécuritaire.

Les Saoudiens pratiquent la diplomatie du *hadj* et n'hésitent pas à aider les pèlerins en leur donnant de l'argent. Toutefois, depuis quelques années, ils se sont engagés à contrôler le financement des activités terroristes par des particuliers, sous la pression des États-Unis qui exercent une étroite surveillance des circuits financiers privés. La France, pour sa part, a manqué d'énergie cette dernière décennie et n'a pas été regardante sur certains dossiers. D'autres pays ont sans doute pris le relais et ce doit être pour nous un sujet de préoccupation.

Mme Monica Michel. Je souhaiterais avoir votre analyse sur l'influence de l'Arabie Saoudite dans le sud de l'océan Indien, et sur les Comores en particulier. Ce pays a déjà rompu ses relations diplomatiques avec l'Iran en 2016 et par solidarité avec l'Arabie Saoudite, a également rompu ses relations diplomatiques avec le Qatar, à la suite de la crise qui a opposé ce dernier au royaume saoudien. Le président de l'Union des Comores a invoqué un argument religieux : « L'Arabie Saoudite est le lieu choisi pour faire naître l'islam, c'est donc aussi notre pays ». Pour expliquer sa décision, il a aussi indiqué qu'il fallait « faire un choix », et que les Comores avaient choisi l'Arabie Saoudite, « même si le Qatar est un pays-frère plus qu'un pays ami ». Les liens entre les deux pays sont certes religieux, mais ils sont aussi financiers, l'aide du royaume à l'archipel s'élevant à plusieurs millions de dollars.

Ces liens sont-ils de nature à affecter les relations des Comores avec la France et d'autres pays limitrophes ? Assistons-nous, selon vous, à un déploiement de l'influence de l'Arabie Saoudite dans cette zone géographique ?

M. Georges Malbrunot. Je ne pense que cela se fasse au détriment de la France ou des pays limitrophes. Il s'agit de négociation : « si vous passez de notre côté, nous financerons tel ou tel projet ». Pour un pays comme les Comores, cela peut fonctionner. Cela s'est vu entre le Qatar et le Soudan.

L'Arabie Saoudite a une diplomatie religieuse encore assez active, en Afrique notamment. Cet activisme a été toutefois réfréné à la suite de pressions américaines ou européennes. Elle pose ses pions en Afrique comme le fait le Qatar, sous forme financière mais aussi sous forme matérielle avec des distributions de corans et d'aides dispensées par des

organisations non gouvernementales. L'Arabie Saoudite veut propager l'islam wahhabite, le Qatar un islam plus proche des Frères musulmans. Les dirigeants de ces pays justifient leurs actions auprès de leurs habitants en disant que le produit de l'aumône, la *zakat*, va à la construction de mosquées en Afrique. Ils doivent préserver certaines coutumes même si on les invite désormais à contrôler ces dons et ces aides.

Mme la présidente Marielle de Sarnez. Il me reste à vous remercier pour la qualité de vos réponses, monsieur Malbrunot, et la liberté que vous manifestez. Nous vous réinviterons car c'est un bonheur de vous entendre.

Je vois bien que nombre de puissances jouent de l'opposition entre Iran et Arabie Saoudite et l'alimentent même quelquefois. J'estime qu'elles ont tort car je continue de penser que sur le long terme, la paix devra s'installer entre ces deux pays si nous voulons un jour voir la stabilité s'instaurer dans cette partie du monde.

La séance est levée à dix-neuf heures.

Membres présents ou excusés

Commission des affaires étrangères

Réunion du mardi 11 décembre 2018 à 17 h 05

Présents. - Mme Annie Chapelier, Mme Mireille Clapot, M. Alain David, M. Bernard Deflesselles, M. Michel Fanget, M. Éric Girardin, M. Meyer Habib, M. Christian Hutin, M. Bruno Joncour, M. Hubert Julien-Laferrière, M. Jean-Paul Lecoq, M. Maurice Leroy, M. Denis Masségli, M. Jean François Mbaye, Mme Monica Michel, M. Sébastien Nadot, Mme Delphine O, M. Frédéric Petit, M. Didier Quentin, Mme Marielle de Sarnez

Excusés. - M. Lénaïck Adam, M. Moetai Brotherson, Mme Laurence Dumont, M. Philippe Gomès, Mme Sonia Krimi, Mme Amélia Lakrafi, Mme Marine Le Pen, M. Jean-Luc Mélenchon, M. Jean-Luc Reitzer, M. Hugues Renson, M. Bernard Reynès, Mme Michèle Tabarot, M. Sylvain Waserman

Assistait également à la réunion. - M. Philippe Michel-Kleisbauer